

Le Président de la République a donné sa sixième conférence de presse semestrielle. C'était l'occasion de faire le bilan sur un certain nombre de sujets et de réagir aux grandes questions de l'actualité.

De son intervention, je retiens en premier lieu l'annonce d'une baisse d'impôts pour les classes moyennes d'une ampleur considérable : 2 milliards d'euros qui devraient profiter à 8 millions de français. C'est un signe fort qui indique que le gouvernement a conscience des difficultés des français. Toutefois, je me pose la question de son financement. M. Hollande a annoncé qu'il proviendrait d'une diminution des dépenses. J'espère simplement qu'il n'a pas prévu de diminuer encore les dotations aux collectivités déjà exsangues ! En trois ans, ce sont déjà 11 milliards d'économies qui sont réalisées sur le dos des collectivités. Ce rythme n'est pas tenable, et j'ai déjà alerté le gouvernement plusieurs fois à ce sujet. La baisse des dotations aux collectivités, lorsqu'elle prend une telle ampleur, se traduit nécessairement par des arbitrages pour les communes qui se répercutent in fine sur la qualité du service public de proximité. Si les crédits baissent, ce sont inévitablement des services aux citoyens qui ne sont pas des compétences obligatoires des communes comme par exemple la restauration scolaire ou l'aide aux personnes âgées qui devront cesser. Cela, je ne peux pas l'accepter.

Alors, M. Hollande annonce également un plan d'investissement de 1 milliard d'euros en faveur des communes les plus pauvres et « qui investissent ». C'est très bien d'aider les communes les plus pauvres, et de soutenir l'investissement. Mais c'est une erreur de continuer à baisser les dotations de fonctionnement. C'est le budget de fonctionnement qui en premier lieu permet d'assurer le service public et la cohésion sociale ; et qui permet ensuite de dégager des capacités d'autofinancement pour investir et faire travailler les entreprises. Lorsqu'on offre 1 milliard d'un côté en investissement pour en reprendre 11 de l'autre en fonctionnement, il est évident que le déséquilibre est trop grand pour passer inaperçu. C'est pourquoi il est urgent, si nous voulons éviter le chaos social, de cesser cette politique incohérente en redonnant des moyens aux communes sur les dotations de fonctionnement.